

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
ZAC de Bourran
9 Rue de Bruxelles
12000 RODEZ

Rodez, le 20/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



SAS FRANCOIS INDUSTRIE

La Cordenade, La Cau et La Cabro
RN 140
12330 SALLES LA SOURCE

Références : n° 12/CARMIN-114

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/05/2022 dans l'établissement SAS FRANCOIS INDUSTRIE implanté La Cordenade, La Cau et La Cabro RN 140 12330 SALLES LA SOURCE. L'inspection a été annoncée le 13/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection fait suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15 février 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS FRANCOIS INDUSTRIE
- La Cordenade, La Cau et La Cabro RN 140 12330 SALLES LA SOURCE
- Code AIOT dans GUN : 0006800187
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'installation visitée est une carrière de calcaire autorisée par arrêté préfectoral de 2013 à extraire au maximum 400 000 tonnes annuellement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- retour sur l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15 février 2021
- Action nationale 2022 : Déchets d'extraction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Récolement mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 15/02/2021, article 1	/	Sans objet
récolement mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 15/02/2021, article 2	/	Sans objet
récolement mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 15/02/2021, article 3	/	Sans objet
récolement mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 15/02/2021, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vue des constats relatifs à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15 février 2021, celui-ci peut être levé. L'exploitant s'est mis en conformité. Concernant l'action nationale 2022 "déchets d'extraction", il est à noter que cette carrière ne dispose pas au sens réglementaire d'installation de stockage de déchets d'extraction, ceux-ci étant entièrement utilisés à des fins de remise en état.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP
Prescription contrôlée : Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement. On entend par zone de stockage : - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol). Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : Les déchets d'extraction inertes internes à l'installation sont utilisés à des fins de remblayage et d'aménagement de la carrière en cours d'exploitation. Aussi, il n'existe pas d'installations de stockage de déchets d'extraction.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
Constats : Le plan de gestion consulté, mis à jour en avril 2018, précise la caractérisation des déchets et les quantités estimés durant l'exploitation (terres végétales à 55 000m ³ , mélange calcaire argile à 81 000 m ³ et stériles de l'installation de traitement à 528 000 m ³).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – lieu d’implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
Constats : Le plan de gestion mentionne la partie Sud pour le stockage des terres de décapage et la partie Nord pour le stockage des stériles d'exploitation. Ces zones sont conformes au stockage constaté sur le terrain.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
Constats : Le plan de gestion des déchets mentionne que l'ensemble des déchets d'exploitation sera utilisé dans le cadre de la remise en état. Il précise que ces déchets sont issus de l'extraction du calcaire (abattage par explosif, traitement par concassage-criblage).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
Constats : Le plan de gestion des déchets décrit la manière dont le stockage de déchet peut affecter l'environnement et la santé humaine. L'exploitant précise que le stockage temporaire n'est pas susceptible de créer un risque pour l'environnement étant donné la compatibilité des déchets avec le fond géochimique, l'absence de cours d'eau à proximité du site et l'éloignement (de 10km) du captage d'eau le plus proche. Les émissions de poussières sont limitées par la mise en œuvre de pistes en enrobé et arrosées régulièrement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
Constats : En l'absence d'installations de stockage, il n'existe pas de procédure de surveillance et de contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
Constats : Le plan de remise en état n'est pas intégré dans le plan de gestion des déchets mais en annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Les stockages temporaires sont conformes à la phase quinquennale en cours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Récolement mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/02/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution
Prescription contrôlée : La SAS FRANÇOIS Industrie est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 25-3 et 25-4-3 immédiatement à compter de la date de notification du présent arrêté : - En mettant en place des procédures et des moyens techniques permettant de maîtriser les risques de pollutions accidentelles liés au stationnement prolongé des engins et à la gestion des eaux pluviales polluées.
Constats : L'exploitant a fourni des kits-anti-pollution dans chacun des engins et établit des consignes d'intervention. Une réunion avec l'ensemble des salariés a été organisée pour l'utilisation de ces kits.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : récolement mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/02/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution
Prescription contrôlée : La SAS FRANÇOIS Industrie est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 25-1, 25-3 et 25-4-3 dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none">- En fournissant un historique de la consommation des eaux issues du réseau d'eau potable sur les 6 dernières années.- En fournissant un échéancier de travaux relatifs à la création d'une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels pour le stationnement prolongé des engins. Le point bas est raccordé à un dispositif débourbeur-déshuileur.- En fournissant un échéancier de travaux relatifs à la collecte et au traitement des eaux pluviales polluées.- En créant des volumes complémentaires de bassins permettant d'éviter le rejet par infiltration massive dans l'aven.
Constats : L'exploitant a fourni l'historique de sa consommation démontrant une légère réduction de la consommation d'eau potable. Il a fourni un échéancier de travaux relatifs à la création d'une aire étanche pour le stationnement des engins ainsi que pour la collecte et le traitement des eaux polluées. Il a également agrandi le bassin d'orage afin de récolter un maximum d'eaux pluviales nécessaire à l'arrosage du site pour limiter les envols de poussières.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : récolement mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/02/2021, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution
Prescription contrôlée : La SAS FRANÇOIS Industrie est mise en demeure de respecter les dispositions de l' article 25-4-3 dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none">- En réalisant les travaux nécessaires à la collecte et au traitement des eaux pluviales polluées.
Constats : L'exploitant a finalisé les voirie en enrobé et mis en place la collecte et le traitement des eaux issues de celles-ci. Elles sont collectées via un bac décanteur relié à un débourbeur-déshuileur avant rejet. Un système d'alarme de niveau du débourbeur-déshuileur est mis en place.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : récolement mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/02/2021, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution
Prescription contrôlée : La SAS FRANÇOIS Industrie est mise en demeure de respecter les dispositions de l' article 25-3 dans un délai de 1 an à compter de la date de notification du présent arrêté : - En réalisant une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels pour le stationnement prolongé des engins. Le point bas est raccordé à un dispositif débourbeur-déshuileur.
Constats : L'exploitant a réalisé une dalle étanche pour le stationnement des engins. Les pentes de cette dalle sont adaptées afin de collecter l'eau dans un bac relié lui-même à un débourbeur-déshuileur disposant d'une alarme visuelle de niveau haut.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet